

*Les crédits*

Les deux partis s'en prennent à l'assurance-maladie quand ils sont au pouvoir et, quand ils forment l'opposition, ils louangent le régime d'assurance-maladie et insistent sur la nécessité de l'appuyer davantage.

J'ai des questions à poser au député. En ce qui concerne les soins de santé, nous savons tous que les Canadiens à faible revenu sont beaucoup plus susceptibles d'en avoir besoin que les Canadiens qui sont plus à l'aise. Les problèmes qui découlent de l'alimentation, du logement et d'un niveau d'éducation peu élevé se retrouvent beaucoup plus souvent chez les bénéficiaires du régime d'assurance-maladie et le taux de morbidité est nettement plus élevé dans cette catégorie.

Je demande simplement au député, qui se préoccupe tellement du régime d'assurance-maladie, de nous dire comment il se fait que ce gouvernement ait décidé de s'en prendre aux programmes sociaux en vigueur partout au Canada, créant ainsi plus de problèmes de pauvreté à un nombre croissant de Canadiens et attaquant de ce fait les membres les plus pauvres de notre société. Pourquoi agit-il ainsi s'il veut tellement garantir la survie du régime d'assurance-maladie?

Je lui pose une dernière question. Je voudrais qu'il me dise qui, selon lui, a déclaré ce qui suit en 1983: «Le problème de l'assurance-maladie est apparu parce que le gouvernement fédéral a renié les engagements qu'il avait pris envers les provinces. Il a réduit de façon radicale les montants qu'il versait aux provinces, lesquelles sont chargées d'administrer et de financer l'assurance-maladie. Le problème est apparu à cause de la réduction arbitraire et unilatérale qu'impose le fédéral aux provinces qui sont responsables d'acquitter la facture. Voilà le problème.»

Je ne laisserai pas le député dans l'incertitude. C'est l'actuel premier ministre qui faisait une telle déclaration, lui qui, maintenant qu'il dirige le gouvernement, se prépare à procéder aux réductions mêmes qu'il a critiquées. Je me demande si le député voudrait répondre à mes questions et ajouter des observations sur ce que je viens de déclarer.

**M. McCreath:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa contribution au débat et, bien sûr, je tenterai de répondre de mon mieux à sa question.

Je crois que son bon ami, le premier ministre de l'Ontario, découvrira un peu ce que c'est que d'être au gouvernement plutôt que dans l'opposition. Dans l'opposition, on peut faire ce que mon collègue fait et dit: dépensez de plus en plus, ne vous inquiétez pas de savoir qui va payer la note à la fin de la soirée.

La réalité n'est pas aussi simple. Je rappelle à mon collègue que nous ne pourrions avoir aucun programme social au Canada si nous ne nous occupons pas des finances du pays.

Mon collègue utilise l'exemple du budget qui a été déposé récemment à Terre-Neuve pour illustrer son point de vue. Si vous me le permettez, je citerai le premier ministre de Terre-Neuve lui-même—lequel, mon collègue l'admettra, j'en suis certain, est une source des plus sûres. Voici l'observation qu'a faite M. Wells au sujet du gouvernement fédéral, et je cite un extrait de la dépêche de presse:

Je suis un peu soulagé, à vrai dire. Cela ne nous obligera pas à apporter des changements importants à notre propre budget.

Il a ajouté que ce document est prévu pour la semaine prochaine. M. Wells ne partage pas l'opinion de mon collègue que le budget du gouvernement fédéral va contrecarrer le sien.

Il ne fait aucun doute que le financement du gouvernement de Terre-Neuve posera peut-être des problèmes. Je sais que, dans notre province, tous les contribuables néo-écossais, y compris moi-même, attendons avec impatience le budget provincial qui y sera déposé. La Nouvelle-Écosse prévoyait un déficit de 30 millions de dollars cette année et, il y a quatre mois, elle a révisé cette prévision en la portant à 150 millions de dollars. Cela me préoccupe un peu.

Ce que mes collègues du Nouveau Parti démocratique semblent parfois oublier, c'est qu'à un moment donné il faut payer les factures.

J'ai été élevé—c'est peut-être une valeur démodée—j'ai été élevé selon des principes qui disaient qu'il fallait vivre selon ses moyens. On m'a enseigné qu'il fallait payer son dû, qu'on ne pouvait emprunter constamment et laisser les choses se détériorer jusqu'à ce que ce soit le problème de la génération suivante.

Comme je le disais dans mon discours—et je sais que mon collègue a écouté très attentivement—le meilleur appui dont puisse bénéficier le régime d'assurance-santé, tout comme les autres programmes que veulent et apprécient les Canadiens, c'est une solide base économique pour le gouvernement et l'économie de la nation. C'est l'appui le plus fort que peut avoir notre régime d'assurance-santé.

Malheureusement, mes collègues d'en face ne sont pas de cet avis. De toute évidence, ils ont des cartes de crédit pour lesquelles ils ne reçoivent pas de facture mensuelle. Ils ont des comptes de crédit qui ne comportent pas